

École Émancipée

CONTRIBUTION À LA RÉFLEXION À L'ENTRÉE DU CDFN MARS 2011

Les laboratoires Servier viennent de proposer d'indemniser les victimes du Mediator à condition qu'elles renoncent à toutes poursuites judiciaires. Les banques françaises dont la fameuse Société Générale, affichent deux ans seulement après le plan de secours, des bénéfiques records. Le prix des logements a augmenté de 20% en un an à Paris. La prochaine réforme fiscale devrait voir enfin la suppression du bouclier fiscal ... mais l'ISF sera modifiée pour que les vraiment riches n'y perdent pas. Et pour la « dépendance », place aux assurances! Il y a quelque chose de pourri dans le royaume de Sarkozy... En quelques semaines, la situation a basculé dans plusieurs pays arabes sous la pression de la rue, suscitant nouveaux élans et espoirs. Rien n'est pourtant acquis et la Libye particulièrement a besoin d'aide pour stopper définitivement Khadafi et son armée...

Dégage!

Ce « Dégage » aux dictateurs, aux autocrates en tout genre, des populations arabes n'ont pas hésité à le porter, dans des contextes répressifs voire sanglants comme en Libye, faisant lever partout des germes d'espoir. Ces révoltes et révolutions sont une des manifestations de la crise qui continue à l'échelle mondiale, les questions sociales (comme la réaction à la hausse des prix alimentaires) étant fortement imbriquées à la question démocratique. Cette crise se poursuit aussi sous d'autres formes en Europe avec la poursuite de la spéculation sur les monnaies. Les « révolutions arabes » ne sont pas finies, l'une d'elles est même en grand danger avec la contre attaque militaire des forces fidèles à Kadhafi contre les révolutionnaires libyens et, plutôt que des rododromades et des projets d'interventions militaires non dénués d'arrière pensées impérialistes, a besoin d'aide urgente. Elles ont toutes besoin d'être soutenues et encouragées pour que les femmes, les jeunes notamment voient se concrétiser cet élan démocratique. Leur instrumentalisation par N. Sarkozy pour faire oublier le passé (rappelons-nous la mascarade de la réception de Kadhafi à Paris) ou activer sa politique anti-immigrés, comme sa nouvelle tentative de stigmatisation des immigrés musulmans sous couvert de fausse laïcité doivent faire l'objet de vigoureuses contre-campagnes vers l'opinion.

Sans vergogne...

Après le scandale Woerth, éclatant en plein conflit sur les retraites, les condamnations de Brice

Hortefeux pour racisme puis, en pleine révolution dans les pays arabes, Michèle Alliot-Marie convaincue de mensonges et contrainte de quitter le gouvernement ... le règne de la collusion d'intérêts et du détournement de l'action publique aux bénéfices des privilégiés est devenu insupportable. Les millions de manifestants contre le projet retraites, le mouvement social du premier trimestre l'avait mis en évidence : ce gouvernement est illégitime et même dangereux. Passant en force sur tous les sujets, dans tous les secteurs, appuyant le MEDEF de tout son poids institutionnel (voir les négociations UNEDIC en cours, le refus de prendre en compte les chômeurs en fin de droits), il exacerbe les tensions sociales dans le pays pour mieux poursuivre dans le temps qu'il estime compté son œuvre destructrice des solidarités, des services publics.

5 millions de personnes au chômage ou en sous-emploi, des injustices sociales qui s'aggravent...

Le mal-être, le malaise sont palpables dans la population, chez les salariés, les chômeurs, les jeunes. Les sondages peuvent à nouveau jouer de la montée du FN, c'est d'abord à son terreau et aux idées de haine qu'il faut s'attaquer et les réponses sont pour le moins molles en ce moment. Ceux qui n'ont pas voulu d'un « Dégage » à Sarkozy, il y a quelques mois, ceux qui prônent la seule perspective d'attendre 2012 sans vraiment de contre-offensive au capitalisme, sans élan démocratique prennent une lourde responsabilité.

Convaincre encore, mobiliser toujours

Le mouvement syndical est assez inaudible, l'interprofessionnelle restant l'arme au pied mais sans propositions concrètes. Pourtant, des appels se multiplient, des mobilisations se mènent qu'il

faut développer et amplifier dans tous les domaines. Heureusement, les collectifs auxquels participe la FSU poursuivent leur action, c'est le cas notamment « contre la politique du pilori », au niveau des Etats-Généraux du Service Public, du « Pas de bébés à la consigne...

La bataille pour le Service public s'installe lentement mais sûrement dans l'opinion. Les mobilisations des collectifs Service Public rentrent en résonance avec les réactions des Collectivités Territoriales confrontées aux conséquences dramatiques de la réforme (financière, institutionnelle avec l'obligation de fusion, suppression de la clause de compétence générale...).

C'est dans le contexte d'attaques majeures contre la fonction publique et les fonctionnaires que se sont déroulées les négociations sur la situation des agents non-titulaires qui se concluent par un protocole d'accord proposé à la signature des organisations syndicales. Au delà de l'appréciation précise de son contenu et des incidences positives pour un certain nombre personnels, de la nécessité de prendre en compte les situations différenciées dans les secteurs où intervient la FSU, il faudra aussi apprécier ce que sont susceptibles d'en faire les parlementaires d'ici l'automne. Nous avons bien sûr à l'esprit les cavaliers introduits dans le texte de loi suivant le protocole de Bercy et la méfiance intrinsèque par rapport au gouvernement Sarkozy !

En réaction aux agressions caractérisées de Sarkozy, les mobilisations dans la Justice se poursuivent. La mobilisation dans la Santé se prépare activement pour le 2 avril, réunissant 51 organisations associatives, syndicales et politiques représentant usagers, personnels et élus. C'est ce qui devrait se développer dans le Service Public d'Éducation, enjeu d'avenir majeur et subissant à tous les niveaux des attaques majeures (RGPP, suppressions de postes, réduction des missions, restructurations). Alors que la population de ce pays et notamment les parents d'élèves place l'Éducation au 2^{ème} rang de ses préoccupations, alors que se confirme l'aggravation des inégalités et l'importance des qualifications, il est possible et indispensable de construire ce mouvement social pour l'école démocratique que nous revendiquons. Les personnels en sont conscients mais la division et la concurrence syndicale (élections professionnelles prochaines!) pèsent très

négativement. Il y a pourtant de quoi se bouger entre formation des enseignants aussi catastrophique qu'on pouvait l'anticiper et effets de la RGPP, des suppressions de postes, de la réduction des missions, des restructurations arbitraires! Après la grève du 10 février à l'initiative de la FSU, difficile mais quand même significative, les manifestations du 19 mars se préparent. Face à l'urgence et à la hauteur de la tâche, les péripéties fédérales connues au niveau national quant au cadre d'appel (manif nationale à Paris/ manif dans les académies dans le cadre du collectif des 25) n'ont pas vraiment aidé ! Au-delà, il nous faut d'ores et déjà réfléchir aux suites à donner. Les opérations de carte scolaire ne reprendront la plupart du temps qu'après les élections cantonales. Une nouvelle journée d'action est à envisager, à débattre, à proposer aux autres organisations. Sous forme de grève ?

Au Japon, le séisme et le tsunami ont provoqué des milliers de victimes, malgré des dispositifs de prévention exceptionnelles. Et c'est bien un accident nucléaire majeur qui se déroule actuellement au Japon. Cela pose une nouvelle fois la question des dangers que fait peser le nucléaire et la nécessité de dénoncer les risques fous qu'il fait courir aux populations.

Préparer les contre-sommets G8 et G20 sous la présidence Sarkozy

Un collectif national auquel participe la FSU s'est mis en place pour préparer la campagne anti G8-G20. Plusieurs étapes importantes de mobilisation sont en cours, pour préparer en mai l'anti G8 de Deauville et l'anti G8 université à Dijon. Dans le contexte d'exacerbation des méfaits du capitalisme mondialisé, face aux plans d'austérité qui se généralisent, il est indispensable de développer les convergences les plus larges autour de ces initiatives pour exprimer des préoccupations communes et des propositions alternatives.